

Date: 27.09.2018

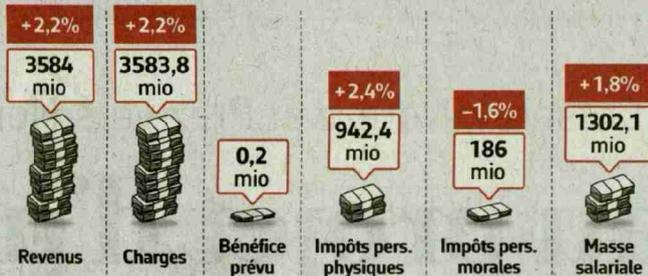
***LA LIBERTÉ***

Le budget 2019 de l'Etat de Fribourg prévoit des investissements informatiques en forte hausse

# Un budget axé sur la numérisation

## BUDGET 2019 EN QUELQUES CHIFFRES

### FONCTIONNEMENT PAR RAPPORT AU BUDGET 2018



### INVESTISSEMENTS



# «Nous récoltons les fruits de notre politique de développement économique»

Georges Godel

« FRANÇOIS MAURON

**Finances** » Le canton de Fribourg ne vit plus à l'heure des mesures d'économie. Même si le Conseil d'Etat a récemment affirmé, dans un rapport sur un postulat des députés Bruno Boschung (pdc, Wünnewil) et Nadia Savary (plr, Cugy), qu'il se réservait la possibilité de «réfléchir à d'éventuelles nouvelles mesures d'allègement ou de stabilisation», il ne va pas franchir le pas pour l'instant. «L'objectif du gouvernement, c'est plutôt de maîtriser les charges année après année», annonce Georges Godel.

Le grand argentier cantonal a présenté hier à la presse le budget 2019 de l'Etat de Fribourg. Celui-ci affiche un résultat équilibré (200 000 francs d'excédents de revenus), en respect de la Constitution cantonale. Le total des charges, pour sa part, se monte à près de 3,6 milliards de francs – plus précisément à 3,5838 milliards, en augmentation de 2,2% par rapport au budget 2018.

## La fin des allègements

On le sait, la conjoncture économique – nationale comme cantonale – est bonne. Cela se traduit par une évolution favorable du produit des impôts, en progression de 1,8% à 1,362 milliard de francs. Ce montant représente 38% du total des revenus.

La progression des recettes fiscales atteint même près de 3%, si l'on tient compte de la part à l'impôt fédéral direct des personnes morales, laquelle atteint 99 millions de francs (+10,2%). Cette envolée s'explique par la sortie d'allègement de certaines entreprises. «Nous récoltons les fruits de notre politique de développement économique, notamment par le biais de l'arrêté Bonny qui permettait des abattements fiscaux pour les sociétés s'implantant chez nous. A présent, le trésor cantonal en profite», se réjouit Georges Godel.

## Péréquation en baisse

Les impôts sur le bénéfice et le capital des personnes morales, après une forte croissance l'an dernier, affichent pour leur part une légère baisse (-1,6% à 186 millions de francs). «Il n'y a pas de mauvaises perspectives à l'horizon. Mais selon nos évaluations, quelques entreprises verront leur bénéfice diminuer un peu», poursuit-il.

Les revenus fiscaux des personnes physiques bondissent de 2,4% à 942,4 millions de francs, notamment grâce à une flambée des recettes de l'impôt sur le revenu (+3,3% à 815,4 millions de francs). L'impôt sur la fortune, en revanche, flanche (-4,2% à 91 millions).

Cela devient une habitude: la péréquation financière fédérale diminue. L'an prochain, Fribourg touchera 383,7 millions de francs, soit 6,7 millions de moins que cette année, et carrement 101 millions de moins qu'en 2011. «En soi, c'est une bonne nouvelle. Cela veut dire que la situation financière de notre canton s'améliore, et que nous avons donc moins besoin d'aide», commente Georges

Godel.

## L'Etat embauche

En ce qui concerne les dépenses, on l'a dit, elles sont peu ou prou contenues (+2,2% au total). Les charges de personnel augmentent de 1,8%, pour atteindre 1,302 milliard de francs. Cette évolution s'explique notamment par la création de nouveaux postes (123 équivalents plein-temps), principalement dans l'enseignement. La mise en place du master de médecine à l'Université de Fribourg induit également une vingtaine d'emplois supplémentaires. Les revalorisations salariales et l'augmentation du financement de l'avance AVS pèsent aussi sur les charges.

Le budget comprend par ailleurs une hausse des subventions cantonales pour les institutions spécialisées (+3,5% à 224,2 millions de francs) qui découle notamment de la volonté de mettre à disposition un nombre plus important de places dans le canton pour les personnes handicapées.

## Investissements

Selon le trésorier d'Etat Laurent Yerly, le canton de Fribourg nourrit l'ambition de «relancer le volume de ses investissements, qui ont accusé un fléchissement ces dernières années». Cela se traduit par un programme d'engagement dépassant 200 millions de francs.

En vedette: les montants dédiés à l'informatique, qui sont supérieurs de 15 millions de francs par rapport au précédent budget. Il est ainsi prévu d'augmenter les efforts liés au déploiement de la stratégie étatique de digitalisation de l'administration 4.0. Le montant de l'enveloppe informatique s'élève à

43,7 millions de francs (+52,3%) pour l'exercice 2019.

«Il s'agira de faire face aux nombreux défis de la digitalisation et de mettre en œuvre les divers projets constituant cette stratégie, destinée à améliorer les services aux citoyens. Par exemple dans les domaines de la cybersanté ou de la justice en ligne», souligne Georges Godel.

Mais pour réaliser cet objectif, le canton devra puiser dans sa fortune, à hauteur de 65,9 millions de francs, puisque son programme n'est autofinancé qu'à 60,9%. Ce qui ne devrait pas trop l'effrayer, puisqu'il dispose d'un bas de laine de plus d'un milliard de francs. »

## COMMENTAIRE

### Un budget de transition

Des revenus fiscaux en hausse, affectés principalement à la création de postes supplémentaires dans l'enseignement et l'administration, ainsi que dans des investissements qui doivent permettre au canton de Fribourg de relever le défi numérique. Le budget 2019 élaboré par le Conseil d'Etat respecte ce sacro-saint principe de l'équilibre, devenu une marque de fabrique sur les bords de la Sarine.

A cet égard, il convient de saluer les investissements prévus dans le domaine informatique. L'avenir se conjugue effectivement sur le mode 4.0, mais le canton semble pour l'instant rester coincé au stade du slogan. Il est temps de passer la vitesse supérieure. Du reste, des efforts supplémentaires seront sans doute nécessaires. Ils auront un coût.

Toutefois, ce climat apaisé ne durera pas. A l'horizon se dressent la réforme de la fiscalité des entreprises et celle de la caisse de pension du personnel étatique. Deux dossiers qui auront une forte incidence sur les finances cantonales. L'équilibre budgétaire pourrait être mis à mal. Il s'agira pour le gouvernement de trouver des solutions conciliant les intérêts de l'économie cantonale, des contribuables et des employés de l'Etat. Une gageure. Dans ce contexte, ce budget 2019 ressemble fort à un ouvrage de transition. **FRANÇOIS MAURON**

## LA DROITE EST DÉÇU, LA GAUCHE EST DUBITATIVE

Le budget 2019 concocté par le Conseil d'Etat laisse la droite perplexe. «Il déçoit sur de nombreux points», selon un communiqué du PLR, qui déplore que la mouture du Conseil d'Etat ne tienne pas compte des effets de la future réforme fiscale et de celle de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat.

Les libéraux-radicaux, tout comme l'UDC, s'inquiètent en outre de l'augmentation des

charges de personnel. Créer plus de 100 postes, dont 65 dans l'enseignement et 21 dans l'administration centrale, ce n'est pas compréhensible, tempêtent-ils. «D'autant plus que la croissance démographique s'est fortement ralentie. Il faudra une clarification des besoins dans la formation», indique le député UDC Stéphane Peiry (Fribourg). Les deux partis saluent les investissements prévus, notamment

en matière de digitalisation. Cela dit, «l'UDC aurait souhaité un volet anticyclique, pour le jour où l'économie privée cessera d'investir», poursuit Stéphane Peiry. Le PDC est également satisfait des efforts consentis pour développer l'offre numérique de l'Etat et celle des transports publics. Attention, toutefois, selon son communiqué, les revenus cantonaux stagnent. Il faudra donc envisager des réformes

structurelles dans l'organisation des services cantonaux.

Quant au PS, il prend acte de ce budget pondéré. «Mais l'équilibre est tout juste atteint, alors que la réforme fiscale n'a pas encore été adoptée. Sa mise en œuvre laisse présager le pire pour les finances cantonales», note Benoît Piller, président du PS fribourgeois. Ce dernier salue néanmoins les efforts promis en vue de la cyberadministration. «Mais il faudra former le personnel de l'Etat face à ce défi.» FM